

<https://www.aefinfo.fr/depeche/685663>

✍ Erwin Canard, Elise Le Berre

🕒 7 min read

Une "erreur", une "honte", "inacceptable"... Les syndicats s'indignent de la suppression de la technologie en

"La suppression de la technologie en 6e est inacceptable", estime le Snes-FSU le 12 janvier 2023, après la publication par le MEN de ses mesures en faveur des "savoirs fondamentaux" pour le cycle 3. Il est notamment prévu la mise en place d'une heure de soutien en maths ou français hebdomadaire en 6e, en lieu et place de la technologie. Une mesure qui "contredit le discours affiché de l'ambition pour l'école", pour le Snes. Le SE-Unsa y voit un "choix budgétaire sans fondement pédagogique". Le Snalc qualifie la mesure de "honte", la CGT de "catastrophique" et le Sgen "d'incompréhensible".



L'es organisations syndicales dénoncent une mesure "incompréhensible" et "catastrophique". Droits réservés - DR - Collège Jean Moulin

Le ministère de l'Éducation nationale a présenté, le 12 janvier 2023, dans quatre notes de service, plusieurs mesures afin de renforcer les savoirs fondamentaux dans le cycle 3 (CM1, CM2 et 6e) ([lire sur AEF info](#)). Ainsi, l'accent est mis sur le langage avec "au moins 2 heures de lecture et d'écriture par jour" en CM1 et CM2. En 6e, "au moins deux textes longs" doivent être lus "chaque semaine". D'autres mesures sont également préconisées : la pratique quotidienne de l'écriture, un temps d'oral hebdomadaire, et la pratique systématique du calcul mental.

Mais ce qui retient surtout l'attention des organisations syndicales est la suppression de l'enseignement de technologie en classe de 6e afin de permettre la mise en place de l'heure de soutien en français et en mathématiques à ce niveau, autre mesure annoncée par le ministère. Il s'agit, précise-t-il, de "libérer du temps en 6e sur les apprentissages de technologie" afin qu'il n'y ait "pas d'augmentation du nombre d'heures en 6e. L'heure de soutien ou d'approfondissement sur les compétences clé pour tous les élèves sera comprise dans les 26 heures" hebdomadaires actuelles. L'enseignement de technologie sera désormais concentré sur le cycle 4.

"un renoncement à la construction d'une culture commune" (Snes)

Pour le ~~Snes~~-ESU, qui réagit dans un communiqué le 12 janvier, "la suppression de la technologie en 6e est inacceptable". Il s'agit, pour le syndicat, d'un "tour de passe-passe entre la techno et l'heure de soutien 6e, enfermé dans un cadre budgétaire contraint qui contredit le discours affiché de l'ambition et des moyens pour l'école". La décision est également un "renoncement" à la "construction d'une culture commune large et riche de nombreux enseignements pour tous les élèves".

Le Snes proteste également contre la "forme" de ces annonces : "Des annonces distillées aux médias que les personnels découvrent à la une des journaux, qui contredisent certaines consignes actuellement données dans les académies ; des annonces en pleine préparation de rentrée alors que les ~~DGH~~ sont discutées dans les établissements".

"un choix budgétaire sans fondement pédagogique" (SE-Unsa)

Le SE-Unsa estime que la suppression de la technologie en classe de 6e est "une erreur de plus" de la part du gouvernement, et un "choix budgétaire sans fondement pédagogique". Cette discipline, selon le syndicat qui a publié un communiqué, est "un enseignement essentiel qui permet aux élèves de développer des compétences à part entière et pratiques, favorise des réussites et booste leur motivation". En outre, elle "fait la passerelle entre l'école et le collège en leur faisant découvrir l'ENT et en leur apprenant, notamment, à utiliser des outils fondamentaux pour leur scolarité au collège".

Cette suppression a également pour conséquence "d'affaiblir" le "bloc sciences", d'autant que le SE-Unsa juge "illusoire de penser que l'enseignement de technologie puisse être renforcé en 5e, 4e ou 3e ou alors en enlevant des heures à d'autres disciplines ce qui serait tout aussi inacceptable".

"une optique comptable" (Snalc)

De son côté, le Snalc qualifie, dans un communiqué, de "honte" le fait que l'heure de soutien soit "financée sur le dos de la technologie". Le syndicat "s'oppose à cette façon détestable de traiter nos collègues et à l'hypocrisie consistant à faire croire qu'on est ici dans une réflexion pédagogique. Tout le monde sait très bien que l'on est ici dans une optique comptable, les professeurs de technologie étant difficiles à recruter". Le Snalc proteste en outre contre le calendrier de ces annonces, au moment où "les dotations horaires sont en train d'arriver dans les établissements". Le syndicat "demande que les organisations syndicales représentatives soient reçues par le ministre dans les plus brefs délais", "que les mesures sur la classe de 6e soient abandonnées" et "qu'on mette en place une heure de français et une heure de mathématiques en plus de l'existant".

Sur Twitter, la CGT éducation juge "catastrophique" la "suppression de la technologie pour financer une heure de soutien", signe, pour le syndicat "d'une école qui se rabougrit sur ses fondamentaux". La CGT "refuse ce bricolage à moyens constants".

Une "manière brutale de gérer la pénurie d'enseignants de technologie" (Sgen-CFDT)

Pour le Sgen-CFDT, "l'heure de remédiation et d'approfondissement en maths et en français peut avoir un intérêt pédagogique" mais il en "conteste fortement la modalité d'organisation envisagée". Cette heure devrait se mettre en place "sur les heures d'accompagnement personnalisé". Aussi le syndicat estime "incompréhensible et

inacceptable" la suppression de l'heure de technologie, qui ne "tient pas compte de la réalité de travail des enseignants, qui vont voir leurs progressions remises en cause si les programmes sont revus". C'est enfin "une manière très brutale de gérer la pénurie d'enseignants de cette discipline", regrette le syndicat.

Des notes de service "très prescriptives" (Snuipp)

Pour Guislaine David, secrétaire générale du ~~Snuipp-FSU~~ qui s'exprime *dans Le Café pédagogique*, ces notes de service sont "très prescriptives". Mais, surtout, elle y voit "une volonté politique de masquer l'incapacité du ministère à mettre en œuvre une politique éducative qui permette de réduire les inégalités ". Et d'ajouter : "Pendant que l'on parle de la dictée, de la suppression de l'heure de techno... on ne parle pas des classes surchargées". Enfin, Guislaine David regrette "l'absence de mention des programmes" et considère qu'il y a une "négation des programmes et la volonté de contrôler les pratiques enseignantes".

MENministère de l'Éducation nationale

Snes-FSUSyndicat national des enseignements de second degré - Fédération syndicale unitaire

DGHdotations globales horaires

SE-UnsaSyndicat des enseignants - Union nationale des syndicats autonomes

ENTEspace numérique de travail

Snalcsyndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur

CGTConfédération générale du travail

Sgen-CFDTSyndicat général de l'Éducation nationale - Confédération française démocratique du travail

Snuipp-FSUSyndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et Pegc - Fédération syndicale unitaire